Après la conférence de Yalta ?

Si la diplomatie secrète
était morte, cette conférence se serait chargée
de la ressusciter.
Que de mystères !
Mystère, le départ des Trois ; mystère, la
non invitation de la France ; mystère, l'arrivée
de M. Hopkins ; mystère encore, la durée même
des discussions, pour en arriver, enfin, au coup de théâtre
de Gaulle-Roosevelt. Tout cela, en effet, a été
recouvert du manteau couleur de muraille...
Et pourtant, qu'y a-t-il
de mystérieux dans le partage du monde ? Le général
de Gaulle n'a-t-il pas dit : « Chaque nation combat
pour son intérêt propre. » ? Alors,
pourquoi se cacher ? La guerre en Europe tire à sa fin.
L'Allemagne a perdu. Il est temps d'envisager le nouvel équilibre
des forces et de régler le sort du vaincu. Les offensives
combinées ont été mises au point, mais la guerre
en Europe n'est qu'une partie du problème et, comme les
intérêts dans le Pacifique sont également en jeu,
il va falloir prendre position. La Russie, pour avoir son mot à
dire en Extrême-Orient, va-t-elle entrer en guerre avec le
Japon ? C'est probable, car la position des Syndicats russes à
la Conférence mondiale de Londres semblerait donner une
indication dans ce sens. Quant au Japon, soucieux de ne pas tout
perdre, il aurait lancé des ballons d'essai en vue de
connaître le sort qui lui serait fait s'il abandonnait la
partie. Les États-Unis, loin d'arrêter la production de
guerre, semblent, au contraire, la pousser et le pacte

franco-soviétique paraît prendre date dans cette orientation car, pour la France, c'est surtout en raison de son effort de guerre que ses revendications seront prises en considération.

Dans l'ordre de la sécurité, la Conférence de Dumbarton-Oaks n'avait pu mettre les États alliés d'accord ; les Cinq Grands constituaient le Conseil supérieur qui déciderait, en cas d'agression, de la paix ou de la guerre, entraînant par là même les petites nations dans le conflit. L'important était de savoir si l'unanimité de vote devait être prise ou si la majorité suffisait. La Russie penchait pour l'unanimité. À Yalta, on a tenu compte du principe de majorité pour les petites puissances, mais la décision finale, qui appartiendra aux Cinq Grands, ne pourra être prise qu'à l'unanimité. En fait, la décision finale restera entre les mains des mêmes Cinq. Mais si, demain, une agression provenait de l'une des grandes puissances, se condamnerait-elle elle-même ou reprendrait-elle sa liberté, entraînant dans sa décision une alliée ou une amie ?

De tout cela découle la nécessité de rester forts afin d'avoir des alliances solides. Un jour viendra où l'Allemagne ne restera plus exclue ; elle prendra place dans le concert européen. On peut admettre que, à ce moment, elle ne manquera pas de soupirants et il est à craindre que les nécessités de gouvernements forts, à politique énergique, ne nous donnent un tauré par des politiciens retors se servant d'une personnalité momentanément populaire. Le boulangisme n'est pas si lointain qu'on ne puisse s'en souvenir...

Dans l'ordre économique, nous sommes loin des internationalisations des matières premières. Le pétrole du Moyen-Orient reste toujours en jeu, gros de conséquences, et les U.S.A. semblent bien placés vis-à-vis des princes arabes. De plus, la détention de

l'or et des matières premières par les Américains permet, dans l'immédiat, une politique de puissance interdite aux autres. Et ce n'est pas là tout. Le bassin rhéno-westphalien sera sans doute placé sous mandat international, car, géologiquement, il constitue le complément naturel du bassin lorrain et que la nation qui en serait maîtresse tiendrait entre ses mains une source très importante de puissance et de concurrence économiques dans le domaine de la sidérurgie. Et, là encore, l'Angleterre et les États-Unis sont en compétition.

Parmi les mécontents des décisions prises à la conférence, on peut nommer. outre la France, la Belgique et la Hollande. Ces puissances sont inquiètes et recherchent des échanges de vues afin de garantir leur indépendance politique et économique.

Mais c'est surtout les neutres qui doivent retenir notre attention, qui sont les derniers pions à placer sur l'échiquier avant le grand coup. Un vent belliqueux a soufflé sur certains d'entre eux, car on sait que la Conférence de la Paix ne sera pas ouverte aux neutres. Or, si la question des Détroits intéresse la Turquie, elle n'est pas, non plus, indifférente à l'Angleterre et à la Russie dont la politique traditionnelle a été la porte ouverte sur la Méditerranée où elle a toujours trouvé en face d'elle l'Angleterre. Mais si la Turquie est amie avec la Russie, elle est alliée avec l'Angleterre. La Suède et la Norvège, fortement influencées par les États-Unis et l'Angleterre, doivent aussi compter, par suite de l'éviction de l'Allemagne du bassin de la Baltique, avec la Russie et la nouvelle Pologne et mener avec elles, momentanément, la politique du bout de chemin. Le Portugal, lui, est l'allié de l'Angleterre depuis cent cinquante ans. Pas de surprise à

prévoir de ce côté, mais, par contre, en Espagne, la lutte sera chaude : Gibraltar ferme, à l'ouest, la Méditerranée avec, vis-à-vis, Tanger, ville internationale enclavée en plein Maroc espagnol, et une révolution en Espagne pourrait changer bien des choses, car la Russie seule, en 1936, a donné une aide matérielle à la République, et cette dernière, quand elle reviendra, n'aura l'oreille ni de Londres, ni de Washington. On y préférerait, en effet, une concentration nationale Maura-Barrio qui éviterait bien des choses et donnerait des apaisements au démocratique et intransigeant M. Roosevelt. En cas d'échec de la combinaison, il y a encore le plébiscite du successeur légitime d'Alphonse XIII, don Juan, dont les attaches sont bien connues.

Les impérialismes se donnent donc libre cours et la Charte de l'Atlantique, qui n'est qu'un guide et non un code (Churchill dixit), entre tout doucement dans l'histoire,. Les arguments contre un agresseur possible, alors que l'Allemagne (désignée jusqu'à ce jour comme seul pays agresseur) est en voie de disparaître, nous donnent à penser que l'on envisage déjà une future agression.

Mais de qui donc ? Après le militarisme allemand de 1914, le nazisme allemand de 1939 (qu'on pouvait, peut-être pas facilement, mais qu'on pouvait étouffer dans l'oeuf), va-t-on attendre 1965 pour nous désigner comme ennemi l'impérialisme ?

Le monde ouvrier va-t-il reprendre à son compte cette paix qu'on lui prépare ? A Londres, 50 millions d'ouvriers ont été représentés ; ils s'opposent à toute amputation de l'Allemagne, à l'est comme à l'ouest, mais ce n'est là qu'un faible indice de retour à une politique ouvrière internationaliste. Cependant, la force

que les organisations syndicales mondiales représentent est telle qu'une politique identique de combativité prolétarienne appuyée sur ces forces ferait de ce faible espoir une possibilité réelle. Car nous restons, ici, irréductiblement attaché à ce principe : ce ne sont pas nos maîtres qui peuvent faire notre bonheur, mais nous seuls, parce que nous seuls connaissons le prix dont ils nous le feraient payer.

[(

Post-scriptum. — Notre article ayant été rédigé le 28 février, nous avons voulu le publier sans tenir compte des changements rapides qui se sont produits depuis sa rédaction afin de permettre à nos camarades d'étudier en même temps que nous les positions que nous avions prévues et de leur donner ainsi l'occasion de vérifier notre analyse des faits.

)]